l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Vendredi
4 février 1977

No 618

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Niant hausse des prix, baisse du pouvoir d'achat et chômage

BARRE SE DECERNE DES MEDAILLES

Mercredi matin, Barre dressait devant le Conseil des Ministres un tableau flatteur des premiers résultats de son plan. En gros, il s'est vanté sans discrétion que la «politique des rémunérations» qu'il préconise, à savoir la baisse du pouvoir d 'achat des ouvriers et des autres travailleurs, ait été «correctement engagée tant dans le secteur public que privé» ; pour lui, les prix sont en baisse, l'activité économique en bonne santé et le chômage «sans aggravation».

On sait l'importance que revêt la réussite apparente de ce plan aux yeux de la majorité dans l'âpre contexte électoral actuel où les différents clans de la bourgeoisie se disputent avec acharnement le pouvoir.

Il ne faut donc pas s'étonner de l'application avec laquelle le «Joffre de l'économie française» s'emploie à se tresser des couronnes de fleurs.

Il ne faut donc pas s'étonner non plus de le voir accumuler froidement mensonges et contre-vérités.

Car la réalité est toute autre. L'économie française continue d'être en mauvais état. Stagnation industrielle , inflation accélérée et taux élevé du chômage persistent toujours, à cela s'ajoutent un énorme déficit du commerce extérieur et une crise monétaire larvée.

Une enquête de l'INSEE, close en décembre dernier, effectuée auprès de 2 200 patrons, conclue crûment : «La croissance de la production s'est interrompue ».

Elle révèle en outre que les carnets de commandes industriels sont moins garnis que d'habitude. L'indice de la production d'acier, qui est un bon révélateur de l'activité économique, contredit Raymond Barre : La France a produit, en 1976, 23 millions de tonnes d'acier. Ce chiffre était de 27 millions en 1974.

Le chiffre de chômeurs officiels est toujours supérieur à un million, soit 3 fois plus que dans les années 60, et les monopoles français sont bien déterminés à poursuivre la sauvegarde de leurs profits par des licenciements et réductions d'heures de travail sur le dos des prolétaires.

Selon une revue algérienne

«Le Pen, député à Paris ... tortionnaire à Alger»

(article p. 3)

Zimbabwe

LE FRONT PATRIOTIQUE REORGANISE LA LUTTE

Le front patriotique du Zimbabwe vient de publier a Maputo un communiqué de presse dans lequel il réaffirme l'intensification de la lutte armée jusqu'à la réalisation d'une indépendance authentique au Zimbabwe.

Le communiqué rappelle que les objectifs du front patriotique sont «de liquider l'impérialisme et le colonialisme et de renverser enfin le régime minoritaire raciste en Rhodésie», «de créer un État démocratique national du peuple zimbabwien» et «de garantir la paix nationale, la sécurité, les droits égaux et le bien-être pour toute la population dans un Zimbabwe libre».

Pour accomplir cette tâche, le front patriotique a décidé d'organiser un comité de coordination de dix membres comprenant les dirigeants de l'Union nationale africaine et du conseil national africain du Zimbabwe et d'autres organisations pour coordonner et appliquer conjointement les programmes conclus et étudier les problèmes qui s'y rapportent, en particulier la réorganisation de l'armée populaire du Zimbabwe.

La librairie «Palestine» plastiquée

Encore un attentat antipalestinien à Paris !

Un attentat à l'explosif a été perpétré vers 1 h 15, dans la nuit de mercredi à jeudi, contre la librairie «Palestine», 24 rue de la Réunion à Paris.

L'explosion n'a pas fait de victimes mais a provoqué des dégâts matériels importants.

Ce nouvel attentat antipalestinien survient un mois, jour pour jour après celui qui tua Mahmoud Saleh, directeur de la «librairie Arabe». Cette dernière avait déjà été l'objet de plusieurs attentats, notamment dans la nuit du 12 au 13 janvier 1976 où des engins incendiaires l'avaient en partie détruite.

Cette agression avait été réalisée par un commando sioniste s'intitulant «Front d'auto-défense des Juifs». Cette fois-ci c'est une prétendue «section phalangiste de sécurité» qui l'a revendiquée.

Il est à signaler que cet attentat, tourné essentiellement contre l'OLP, vise aussi les amis du peuple palestinien en France puisque un stock de médicaments recueilli par l'Association médicale franco-palestinienne, entreposé à la librairie, a été détruit.

Jusqu'à quand les ennemis du peuple palestinien pourront-ils ainsi tuer et plastiquer en toute impunité dans notre pays ? En réaffirmant notre solidarité inconditionnelle au peuple palestinien en lutte, mobilisons-nous pour exiger que ses assassins soient châtiés.

Tanneries du Puy (Haute-Loire)

PREMIERE VICTOIRE POUR LES TANNEURS

La manifestation du 27 janvier au Puy.

C'est une première (et double) victoire qu'ont remportée les tanneurs du Puy :

– victoire contre les patrons des TFR (Tanneries Françaises Réunies) qui se voient contraints de remettre à plus tard les 172 licenciements auxquels ils voulaient procéder.

En effet, pour leurs actions très énergiques, les tanneurs ont obligé le Directeur du Travail à refuser ces licenciements.

– victoire aussi contre le défaitisme, l'attentisme et le légalisme que propagent depuis de nombreuses années le révisionnisme et le réformisme dans les rangs de la classe ouvrière et qui n'ont pas manqué de se manifester ici aussi.

Pour s'en convaincre, il faut retracer le déroulement des faits depuis la semaine dernière, lors de la séquestration des patrons et du directeur de Travail dont nous vous faisions l'échos (HR No 613) et dont voici les détails:

Après le maintien des licenciements par le PDG Chapel lors du comité central d'entreprise, les tanneurs cessent le travail dès 17h 30 (mercredi 26), occupent les bureaux et séquestrent Chapel, et deux directeurs, Fontvieille et Brun.

(suite p.5)

Au procès de Casablanca

Le procureur demande la réclusion à perpétuité

A Casablanca, le procès des 139 marxistes-léninistes touche à sa fin.

Dans son réquisitoire prononcé mercredi, le procureur a demandé de très lourdes peines pour tous les accusés. Il a notamment réclamé, pour Abraham Serfaty et pour 64 de ses camarades une condamnation à perpétuité.Nous ne permettrons pas que cette condamnation, ni qu'aucune autre soit prononcée à leur égard.

Nous exigeons la libération de Serfaty, de Laabi et de leurs camarades.

Nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques, qui croupissent dans les geoles d'Hassan

le monde en marche

Bolivie

LA FEDERATION DES MINEURS REMPART DE LA LUTTE ANTIFASCISTE

Extraits de Libéracion

Le dernier numéro de «Libéracion», organe central du Parti communiste de Bolivie (marxiste-léniniste) a publié l'article que nous reproduisons ci-dessous. Il exalte l'héroisme révolutionnaire des mineurs boliviens, dressés contre l'impérialisme et la dictature.

Le 21 décembre est une date importante car c'est le 34e anniversaire de la fondation de la glorieuse Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie, organisation qui regroupe tous les travailleurs du sous-sol et qui, sans aucun doute, est le rempart des luttes sociales et politiques du prolétariat minier et du mouvement ouvrier bolivien.

La dictature militaire fasciste, ennemie des travailleurs

Bien qu'il soit le travailleur le plus sacrifié, celui qui tradult par ses mains la richesse nationale n'a jamais été compris ni n'a fait l'objet d'attention de la part des gouvernements réactionnaires, tel que l'actuelle dictature militaire qui, répondant aux objectifs de ses maitres impérialistes et à ses propres objectifs de classe, a témoigné d'une dure politique anti-ouvrière à de nombreuses reprises.

En témoignent les tentatives de détruire la Centrale ouvrière bolivienne et l'héroique Fédération syndicale des mineurs par l'occupation militaire des districts miniers, les transformant en camps de concentration, la persécution, l'emprisonnement, l'exil et l'assassinat de travailleurs miniers, la non-reconnaissance des dirigeants démocratiquement élus et l'imposition de Comités de base, l'absence de libertés syndicales et politiques et autres preuves qui montrent le caractère d'ennemi mortel des travailleurs.

Malgré ce sombre panorama, les travailleurs miniers, guidés par leur glorieuse Fédération ont su éviter tous ces obstacles pour parvenir à l'historique Congrès de Corocoro où les travailleurs ont déclaré que le gouvernement de Banzer est un «gouvernement fasciste, anti-ouvrier et antinational, contraire aux intérêts du peuple et ennemi des travailleurs» et ont renouvelé leur détermination de continuer la lutte jusqu'à atteindre leurs objectifs historiques de classe.

L'héroique Fédération des mineurs, organisme qui exprime et résume toute l'histoire du mouvement ouvrier des mines, ses luttes contre les gouvernements réactionnaires tant de l'oligarchie minière que contre les régimes de la bourgeoisie nationale, s'est convertie, ces dernières années en véritable rempart de la lutte antifasciste et anti-impérialiste que livrent le prolétariat et le peuple bolivien.

Cette organisation des travailleurs miniers a marqué, à tout moment, le chemin et la ligne de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière pour ses objectifs qui sont l'instauration d'un gouvernement populaire, démocratique et anti-impérialiste, dans la révolution ininterrompue vers le socialisme.

La dernière grève des mineurs en Bolivie.

Organisation et lutte

Comme on pourra l'apprécier, le dernier coup de la dictature fasciste contre les travailleurs a été un coup dur ; le fascisme a imposé par les armes ses conditions et il cherche désespérément la destruction totale du mouvement ouvrier, en particulier le mouvement minier afin d'arriver à ses objectifs anti-ouvriers et antinationaux.

On en déduit que la lutte du prolétariat minier ainsi que celle du peuple est très difficile car elle ne doit pas seulement être dirigée contre ses ennemis externes mais aussi contre ses ennemis internes, ce qui veut dire que, dans le sein de la classe ouvrière, il y a des agents de la bourgeoisie et de l'impérialisme qui minent le sentiment de classe de leur lutte. La création des comités de base ne signifie pas autre chose et le «Comité national syndical minier» qui essaie desupplanter l'héroique Fédération.

Face à cette situation, il faut nous réorganiser, non seulement du point de vue syndical mais aussi du point de vue politique.

Cette organisation est un des piliers de base pour lutter dans de meilleures conditions. Tout en préservant le sentiment de classe du mouvement ouvrier, on doit continuer l'organisation politico-syndicale et la préparation d'action ouvrière afin de reconquérir nos droits.

Les travailleurs miniers continuent la lutte

Le 21 décembre 1976 trouve les travailleurs miniers dans une situation particulièrement difficile, sans liberté, enfermés dans un carcan de baïonnettes sans droit à pouvoir exprimer leur pensée, avec des salaires de misère et le refus constant du régime de les augmenter, c'est pourquoi nous devons profiter de ce jour-là pour exprimer notre rejet de la dictature militaire et redire notre volonté inébranlable de lutter jusqu'à abattre les fascistes et leurs maitres impérialistes. Nous devons insister de même, sur la nécessité de remettre en vigueur nos organisme syndicaux tels que la glorieuse Fédération et lutter pour les 5 points posés par le FSTMB et la liste des demandes approuvées en octobre 1974 et par le Congrès national réalisé à Corocoro.

Ce n'est que de cette manière que nous pourrons avancer d'un pas sûr, pour la reconquête de nos droits ; c'est pourquoi l'unité de classe devient la clé de nos succès et dans la lutte, nous devons nous guider de façon permanente selon les directives de la Fédération qui, bien que dans la plus stricte clandestinité, continue à orienter les travailleurs et parce que la FSTMB constitue l'unique organisation légitimement reconnue par les travailleurs miniers.

Le poète Mahmoud Darwiche nommé directeur du centre de recherches palestiniennes de l'OLP

M. Mahmoud Darwiche, poète palestinien de renom, a été nommé directeur du Centre des recherches palestiniennes (dépendant de l'Organisation de Libération de la Palestine) en remplacement de M. Anis Sayegh, rapporte mardi le journal «Al Rai Al Am».

Le Centre de recherches palestiniennes de l'OLP a son siège principal à Beyrouth et publie des études et des ouvrages sur la question palestinienne.

Thailande

Les fantoches de Bangkok sur les traces de Thieu et de Lon Nol

Le régime fantoche installé par les impérialistes US en Thailande se livre depuis plusieurs mois à des provocations contre ses États voisins. Après avoir accusé, il y a quelques jours, l'armée cambodgienne d'avoir massacré la population d'un village thailandais, cherchant ainsi à camoufler ses propres forfaits, c'est aujourd'hui au Laos qu'il s'en prend avec le même type d'arguments.

En fait, à quoi sert cette manœuvre ? Elle fait partie de toute une mise en scène visant à présenter les forces de résistance patriotiques thailandaises comme des assassins et des étrangers agresseurs.

La manœuvre est bien connue, elle avait déjà été utilisée par Lon Nol, l'ex-fantoche cambodgien. A cett époque, c'étaient les Vietnamiens qui étaient en cause. La Libération de Pnom Penh a prouvé qu'en fait ces fameux Vietnamiens étaient les forces cambodgiennes du FUNK.

Les fascistes thailandais voudraient recommencer la même opération aujourd'hui en assimilant les patriotes thailandais et le Parti communiste thailandais

à des Laotiens ou à des «Khmers rouges» comme ils disent. Cette manœuvre ne trompera personne, surtout pas le peuple de Thailande. Quant aux fantoches thailandais, qu'ils s'attendent à finir comme les Thieu et Lon Nol, leurs maitres et exemples.

Afrique du Sud

Police : l'assassinat légalisé

La série de mesures que le gouvernement raciste de Vorster a pris pour intensifier encore son appareil répressif et dont nous parlions hier contient notamment une loi qui laisse loin derrière elle beaucoup de lois et de règlements hitlériens.

L'Assemblée nationale sud-africaine a adopté mardi une loi mettant l'État et ses employés au-dessus de toute poursuite judiciaire concernant des actions de maintien de l'ordre. Cett loi est rétroactive au 15 juin 1976, début des manifestations anti-apartheid dans les cités africaines du pays, faisant plus de 500 morts parmi les jeunes noirs.

Cela veut tout simplement dire que les assassins des 500 jeunes noirs sont officiellement «couverts» et que tous les autres assassins à venir le sont également puisque le fait de tirer dans la rue sur un noir ou d'en torturer un à mort, comme cela se pratique couramment, ça fait partie du «maintien de l'ordre».

On peut également noter que, pour tenter d'endiguer la lutte des masses africaines, les racistes blancs laissent de plus en plus tomber les dernières bribes de leur masque de «démocratie» interne et se révèlent faire partie d'un seul et même bloc, unis par leurs intérêts communs.

Pour la première fois, le gouvernement a été rejoint dans ce vote par 6 députés dissidents de l'opposition officielle, le Parti uni (UP), et qui ont formé un nouveau parti d'opposition, le Parti uni indépendant.

Il faut enfin citer cette justification que le ministre de la «justice» d'Afrique du Sud a donné à cette loi :

«Quand un homme a agi de bonne foi, l'Afrique du Sud qu'il a sauvée, a le droit de lui dire qu'il est garanti contre ces gens-là».

Elle dénote bien d'une part que les racistes de Vorster se savent perdus, mais aussi qu'ils sont décidés à tout pour maintenir leur «ordre blanc» et que seule la lutte résolue des peuples d'Afrique australe pourra en venir à bout.

nouvelles intérieures

Le Pen, tortionnaire fasciste

Selon une revue algérienne

Le chef fasciste, Le Pen, nous intente un procès pour une prétendue diffamation. Mais quel est donc le passé de cet individu qui parle «d'atteinte à son honneur» ?

Nous publions à ce sujet un article paru dans le No 32 (du 1er au 10 juin 1957) de la revue «Résistance algérienne». Cet article figure également dans le livre d'Hafid Keramane, «La pacification», sous le titre «Les activités d'un parlementaire français». Le Pen était en effet à cette époque député poujadiste à Paris.

«LE PEN, DEPUTE A PARIS... TORTIONNAIRE A ALGER»

«Durant les mois de février, mars et début avril 1957, la villa des «Roses», sise 74 boulevard Galliéni, à El-Biar (banlieue d'Alger) abrita une unité de parachutistes étrangers commandée par le capitaine Martin. Celle-ci y avait installé ses bureaux d'interrogatoires et leur complément désormais indispensable : les locaux de torture.

L'un des chefs qui administraient la «question» et dirigeaient la torture n'était autre que le lieutenant Le Pen, député à l'assemblée nationale française.

Le Pen, accompagné de ses hommes en civil ou en uniforme, procédait aux enlèvements (on se rappelle en effet que le buraliste algérien de la rue d'Isly fut enlevé par des civils et le Cheikh de Tebessi par des hommes en uniforme).

Les personnes enlevées étaient séquestrées dans la villa durant des semaines. Le suspect était d'abord accueilli par les paras, Le Pen en tête, à coups de pied et de poings jusqu'à l'abrutissement complet. On commençait ainsi par le mettre en disposition de reconnaitre sa participation à un attentat, sabotage ou action quelconque ; s'il protestait de son innocence, on lui administrait alors le supplice des électrodes.

Le Pen en assumait la direction : il déshabillait complètement la victime, lui liait pieds et poings, l'aspergeait d'eau et lui bandait les yeux. C'est alors qu'il lui administrait plusieurs décharges électriques.

Si le «patient» arrivait à supporter le choc et persistait dans ses dénégations, on lui plaçait sur la tête, pendant des heures, un casque relié par fil à une prise de courant. La douleur absolument intolérable, faisait hurler ceux qui subissaient cette coiffure. Pour varier ces «réjouissances», Le Pen plaçait sur les oreilles de l'«inculpé» des électrodes, et les y laissait jusqu'à ce que la chair fut complètement brûlée.

Puis l'on administrait à ceux, très rares, qui proclamaient encore à ce stade leur innocence, le supplice de l'eau, qu'on leur faisait ingurgiter de force avec un tuyau...

Parfois le corps du suspect était tailladé à coups de couteau.

Ces tortures duraient des semaines, à raison de deux ou trois séances par jour. Dans l'intervalle des interrogatoires, les «inculpés» étaient jetés, les mains liées, dans une tranchée profonde de 1,60 m à 1,70 m environ.

Dans cette fosse, trop courte pour permettre au détenu de s'allonger, trop étroite pour lui permettre de se retourner, l'infortuné était jour et nuit sous la menace de la mitraillette du geôlier.

Nous ne saurions omettre de mentionner ici que quelques gardiens, des soldats étrangers, absolument écœurés, n'ont pas hésité à prodiguer, à l'insu de Martin, Le Pen et autres gradés, quelques soins aux suppliciés. Parmi ces militaires de cœur, il y avait également des Français : nous nous rappellerons de l'attitude humaine du soldat Borniche de Paris, de Laribot et d'autres encore.

Toutefois, les souffrances endurées lors des interrogatoires étaient tellement atroces que, dès les premières séances, le suspect aurait accepté la mort comme une bienheureuse délivrance. C'est pourquoi un grand nombre de «pensionnaires» ont tenté de se suicider. Le nommé Dahman fut tellement insulté, frappé, brutalisé et supplicié par Le Pen qu'il s'égorgea et fut transporté mourant à l'hôpital.

Mais les activités de Le Pen débordaient le cadre de la villa des «Roses». Il sévissait également dans une autre villa : la villa «Susini» depuis longtemps connue des Algériens comme lieu de torture de la PRG ; là il fit jeter de l'essence sur le visage d'un détenu et y mit le feu. La victime défigurée fut, dans cet état, écrouée à la prison de Barberousse à Alger. La dernière trouvaille de Le Pen avant qu'il ne quittât le Service des renseignements, fut de les extorquer aux suspects en les «travaillant» au chalumeau.

Tels furent en Algérie les hauts faits du député Le Pen, qui lui valurent une décoration des mains du général Massu.»

Ceci se passait sous le gouvernement du socialiste SFIO Guy Mollet, avec vice-président Mendès-France et avec Mitterrand comme ministre de l'Intérieur, en application des pouvoirs spéciaux, votés par le PCF afin de maintenir, disaient-ils déjà, l'unité avec les «socialistes». Robert Lacoste, SFIO, était gouverneur d'Algérie.

«L'EUROPE BLEUE» S'OPPOSE A L'URSS

Les pêches maritimes françaises sont menacées d'une grave crise des approvisionnements, selon une étude sur les conséquences de l'évolution du droit de la mer communiquée aux conseillers économiques et sociaux de Bretagne.

L'étude en question propose que les régions de l'Ouest français exigent une application rigoureuse de la règle adoptée par la CEE consistant à n'accorder le droit de pêche dans la mer commune qu'aux pays-tiers accordant des droits de pêche équivalents dans leurs propres eaux.

Si elle était effective, l'application de ce principe de réciprocité réduirait des 9/10e les prises soviétiques actuelles estimées entre 500 000 et 600 000 tonnes par an dans les eaux européennes.

L'application de ces dispositions conformes à l'accord que viennent d'adopter les responsables des pays membres de la CEE en matière de pêche, suppose toutefois l'existence de moyens de contrôle suffisants mais surtout, souligne le rapporteur, d'«une volonté politique de faire appliquer les règles d'interdiction ou de restriction même à des pays aussi puissants que l'URSS».

Or, il semble bien que cette volonté soit loin de faire l'unanimité au sein du gouvernement. C'est tous les jours que l'URSS viole les réglements de pêche sans être inquiétée, sans que le peuple français soit informé et mobilisé.

A tel point qu'un commentateur de radio analysant cette situation, s'interrogeait ces jours-ci pour savoir ce qu'il en serait en matière de provocations militaires de la part des soviétiques.

Les faits lui donnent un début de réponse : récemment la marine française était mise en état d'alerte au plus haut niveau dans le midi : un sous-marin soviétique avait pénétré dans les eaux de la rade de Toulon et refusait d'en sortir. Qui l'a su en dehors des cercles bien informés entourant l'État-major ?

Il y a un mois, à Brest, un chalutier russe, hérissé d'antennes comme il se doit, bloquait l'issue de la rade. L'État-major a préféré empêcher le sous-marin nucléaire français «Le Redoutable» de toute sortie pendant plusieurs jours, plutôt que de chasser le chalutier-espion.

De tels faits se produisent quotidiennement sans que notre peuple ait le moindre droit à en être informé.

Rivalité pour la mairie d'Orléans (2)

Ce qui pousse le PS à ces «exigences démesurées», ce sont ses progrès fulgurants au niveau national.

Aujourd'hui , du point de vue électoral, c'est le premier parti bourgeois.

Il devance largement le PCF. La trahison du Marxisme-léninisme ne conduit pas à l'élection de «communistes», mais profite au PS qui en 1968 ne représentait que 4,5 % des voix.

Ces progrès réalisés sont visibles à Orléans :

	PCF	PS	MRG
	(1)	(3)	
Législatives 73	7 384	2 854	5 005
	(2)	(3)	
Cantonales 73	3 190	1 836	
Cantonales 76	3 137	3 734	875
Total général	13 711	8 424	5 880

1- le PCF présentait deux candidats présents sur les 5 cantons (Bannier, Carmes, St Marc, Bourgogne, La Some)

2- le PCF présentait trois candidats

3- le PS ne présentait qu'un candidat, Thibault, sur 2 cantons (Bannes et Carmes) et le même aux cantonales sur Bannes.

En 1976, le PS dépasse le PCF au 1er tour et présente le même nombre de candidats sur le département et a 4 élus *Sarrault, Melport, Portheault, Grœninck* alors que le PCF n'en a aucun.

La coalition PS-MRG représente 14304 voix.

LES ALLIÉS

Quant aux alliés de l'Union de la gauche, que sont les Radicaux de gauche, le PCF les a purement et simplement escamotés alors qu'ils représentent 5880 voix. Il est vrai qu'ils sont en très net recul par rapport au PS.

Le PSU lui, existe encore. Son candidat, Baude a obtenu 287 voix aux dernières cantonales alors qu'en 1973, aux cantonales, le PSU avait obtenu 1472 voix.

Quant aux trotskystes, ils n'ont pas présenté de candidats aux dernières cantonales. Les seules LO et LCR existent à Orléans.

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans notre édition d'hier au sujet de la somme que prétend nous faire verser le fasciste Le Pen. Il fallait lire 100 000 francs et non 100 000 000 F.

RENNES

Meeting de l'Humanité Rouge

Vendredi 4 février 1977

à 20h30 salle de la Cité

rue, St Louis - Rennes

Pourquoi les communistes marxistes léninistes disent :

Ni plan Barre, ni programme commun

BARRE SE DECERNE DES MEDAILLES

(Suite de la p.1)

C'est Barre lui-même qui l'affirmait récemment :«le problème de l'emploi est un problème difficile et qui sera encore plus difficile au cours des prochains mois»

Le déficit du Commerce extérieur en 1976 a atteint 20,4 milliard de francs, chiffre record de toute l'après-guerre. La réduction des exportations agricoles dues à la sécheresse, essentiellement supportées par les petits producteurs, n'explique pas tout.

La baisse continuelle du taux du franc intervient aussi dans ce phénomène : en 1976, son taux de change a baissé de 10 % par rapport au dollar, de 20 % par rapport au Deutschmark.

Pour stimuler l'économie, les monopoles ont dû emprunter sur les marchés internationaux. La dette extérieure de la France atteint ainsi de 40 à 50 milliards de francs, ce qui représente à peu près la moitié des réserves actuelles d'or et de devises.

Plus franche que Barre, la presse des monopoles s'inquiète de cette situation. Ainsi, les «échos» écrivaient le 27 décembre dernier :«Presque tous les indicateurs sont au rouge, nous avons à la fois la dégradation de l'activité et la persistance de l'inflation.»... La fausse gauche française crie à l'incompétence et à la corruption en affirmant qu'elle au pouvoir il en irait bien différemment.

Mais ses compères italiens leur donnent un flagrant démenti : Berlinguer, déjà installé dans l'antichambre du pouvoir d'État, vient de donner le feu vert aux «réductions du coût du travail», traduisez cette appellation pudique par : une baisse des salaires.

Barre peut bien mentir la main sur le coeur. Les faits sont là pour le confondre, des faits qui pèsent chaque jour plus lourdement sur les épaules du peuple.

la France des luttes

Des sondages au service du capitalisme

L'INTERIM CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le journal «Le Monde» a publié dans son édition datée du 2 février 1977 des «statistiques» extraites d'une «enquête» réalisée par la SOFRES pour le compte de l'Union nationale des entreprises de travail temporaire (UNETT)*. Cette pseudo-enquête vise à accréditer que les travailleurs sont contents d'avoir ces négriers modernes. «Le Monde» étale complaisamment la propagande mensongère de l'UNETT et de son président, Maurice Bensoussan (également directeur général de Bis, qui est au 3e rang mondial des entreprises intérimaires – voir HR du 27 février 1976).

Selon cette pseudo-enquête «deux Français (!) sur trois estiment que le travail temporaire est utile aux travailleurs et aux entreprises». Ce qu'elle ne dit pas – et pour cause – c'est que le capitalisme en pleine crise fait appel à des intérimaires qui n'ont aucun droit, à qui il fait faire des travaux dangereux (beaucoup «d'accidents» mortels touchent des «temporaires»), le patron de l'entreprise où s'effectue le travail décline toute responsabilité sous le prétexte qu'il n'est pas l'employeur ! C'est le système capitaliste qui a créé et favorisé la prolifération de ces entreprises de marchands d'hommes, pour servir sa soif de profits. L'intérim est au service exclusif du capitalisme.

L'insécurité permanente

Selon deux autres «sondages» : «60 % sont satisfaits des missions qui leur sont confiées, mais regrettent la précarité d'emploi inhérente au travail temporaire ; 77 % estiment que le passage dans les entreprises de travail temporaire (ETT) facilite la connaissance de l'entreprise et 58 % jugent que leur formation professionnelle est ainsi améliorée».

L'intérim, c'est de ne pas savoir si demain ou dans huit jours on aura du travail, c'est l'insécurité permanente. Combien de patrons font appel à des boites d'intérim pour remplacer des ouvriers en grève !

Quelle formation professionnelle peuvent-ils acquérir alors qu'ils servent de bouche-trou, qu'ils peuvent être déplacés comme des pions !

Si beaucoup de travailleurs passent effectivement par l'intérim, le chômage chronique n'y est pas pour rien. Le capitalisme accule les travailleurs à accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix, dans n'importe quelles conditions parce qu'il faut nourrir sa famille. L'intérim n'est donc pas une «solution transitoire», mais une plaie du capitalisme.

«L'enquête» SOFRES dit que «50 % des Français estiment que les intérimaires sont moins bien considérés que les travailleurs permanents (26 % jugent qu'ils le sont autant) ; 41 % pensent que, *sans le travail temporaire, il y aurait plus de chômeurs* (28 % croient qu'il y en aurait autant)».

Des officines au service du grand capital

C'est précisément pour opérer «en douceur» ses restructurations sur le dos des travailleurs que les capitalistes font appel aux intérimaires. Il arrive que l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) envoie des chômeurs vers les agences d'intérim, soit par complicité, soit parce qu'elle n'a rien d'autre à «proposer» ! Le patronat veut jusitifer l'emploi de personnel temporaire soi-disant pour «éviter les licenciements», alors qu'il s'agit en fait d'éviter l'embauche. Il garde en fixe le personnel strictement nécessaire et se sert des temporaires pour palier les fluctuations des commandes et les jette à la rue du jour au lendemain quand il n'en a plus besoin. Les temporaires sont en fait des chômeurs en puissance.

D'après l'article du «Monde», 92 entreprises de travail temporaire représentent en 1976 un chiffre d'affaires de 2,255 milliards de francs (soit une progression moyenne de 33 % par rapport à 1975 (!) et une augmentation de 19 % est prévue pour 1977. En somme, une affaire qui marche !

Non au travail temporaire !

Tolérer le travail intérimaire, comme le font les dirigeants PCF et CGT, c'est accepter le chômage, la division de la classe ouvrière et que celle-ci fasse les frais de la crise.

Dans le Rapport politique présenté à la Conférencen nationale ouvrière, le Parti communiste marxiste-léniniste de France a lancé comme mots d'ordre :

«Embauche définitive des hors-statut !

«Extension de tous les droits des travailleurs aux travailleurs intérimaires !»

«Non au travail temporaire ! Exigeons des contrats définitifs pour tous et la suppression des officines de prestation de main d'œuvre !»

****

* Syndicat patronal né de la fusion – le 1er juin 1976 – des 2 syndicats patronaux «Normatt» et «Snett». Il regroupe plus de 300 entreprises, 1 000 établissements faisant les 3/4 du chiffre d'affaires total de la profession.

Université Paul Valéry de Montpellier

VICTOIRE CONTRE LA REPRESSION POLITIQUE A L'UNIVERSITE

Le mardi 25 janvier, un professeur de sociologie vide de son cours un étudiant étranger qui s'était opposé à ses propos racistes, réactionnaires, antimarxistes. Il déclare de plus qu'il ne lui donnera pas l'unité de valeur.

Quelques étudiants quittent la salle avec l'étudiant étranger. Un appel à la riposte est aussitôt lancé par tract par le cercle de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF) de la faculté de Lettres pour le lendemain.

Voici des extraits du 2e tract du cercle faisant état de la victoire remportée grâce à cette mobilisation :

«Grâce à une mobilisation massive (une quarantaine d'étudiants sont venus), l'étudiant étranger qui avait été «vidé» de cours mardi 25 janvier par Roy, professeur de sociologie, a été réintégré dans son séminaire mercredi 26 ; son examen sera corrigé par un autre professeur.

C'est une chose positive pour tous les étudiants qui critiquent l'enseignement bourgeois (contraire aux intérêts du peuple), aussi bien au sujet du contenu des cours, que du pouvoir qui est délégué aux professeurs ou qu'ils prennent eux-mêmes, méprisant les étudiants, et particulièrement ceux d'origine populaire.

Le seul argument que trouvait Roy était que cet étudiant était un «con» et qu'il le vidait pour cela, qu'il fallait que le groupe du séminaire ait une «certaine cohésion».

Un étudiant est intervenu pour montrer que ce que lui reproche Roy en fait, ce sont ses prises de position politiques. Roy a continué à dire qu'il était fier d'être réactionnaire..., son cynisme a écœuré les étudiants présents.»

Servier, directeur de l'UER de sociologie, arrive alors. Il est contraint de désapprouver Roy et reconnaitra que ses agissements sont illégaux.

Le tract conclue :

«Il faut encourager la critique de l'enseignement bourgeois à l'intérieur et à l'extérieur des cours.

Il faut combattre la répression politique sous toutes ses formes à l'intérieur de l'université dès qu'elle se manifeste.

Alors que les organisations qui luttent toujours contre le mouvement étudiant (les deux UNEF, CORPO... voir leur comportement dans les grèves de l'an dernier) se disputaient des fauteuils de gestionnaires du capital, les étudiants et notre cercle ont montré que : *l'unité à la base et dans l'action paye !*».

l'Humanité Rouge

A PROPOS DES MANŒUVRES DE DIVISION DANS LA CFDT

Commandez et diffusez notre brochure. Son prix est de 2 F (pas obligatoirement payables à la commande) port compris. La vente peut être effectuée en souscription dans le cadre de la campagne de soutien à notre quotidien.

La formation continue... vue par le «Monde de l'Education» de février 77

Dans ce journal est présent le point de vue de la bourgeoisie «libérale». En page 41, on voit bien à quoi correspond ce point de vue. Il y est montré l'expérience en Formation continue de la Société des signalisations, près de Bordeaux.

D'abord nous est présenté le directeur. Pull over et veste de sport : «On entre dans mon bureau quand on le désire».

L'usine a son histoire : en 1974, l'usine a 172 personnes employées et dépose son bilan. Le personnel lutte, mais la section syndicale CGT, «responsable», on s'en doute, et «conseillée» sans doute par l'UL, semble accepter sans trop de mal la reprise de l'affaire avec «compression d'effectifs» (à 98 employés). Mais le patron est moderne ! Alors, pour redonner «courage» à son personnel traumatisé, il fait appel à la Formation continue. En effet (oh mépris), le «personnel est sous-qualifié».

Pour cela est appelé le Service Formation de la Chambre des métiers de Bordeaux (ces services sont créés et utilisés par les patrons pour faire jouer pleinement à leur profit la loi Chaban sur la Formation continue, par opposition aux universités..., considérées comme «subversives»).

On se lance dans une «enquête», et les gens «libèrent» leurs «névroses» : les femmes, par exemple, ne sont pas «accrochées» par leur travail, elles veulent même en «sortir» (faire de l'anglais...).

Il y a de mauvaises relations entre les petits chefs (la «mafia») et les femmes. D'abord, donc, pour ne pas créer de «frustation», on va envoyer les chaudronniers apprendre à lire un plan...

Cela, auprès des «Compagnons du devoir du tour de France», gardiens des «bonnes» traditions prolétariennes ! (comme on s'en doute).....

Ensuite, les cadres, un peu gardes-chiourmes sur les bords, iront faire des «relations sociales» et de la «communication».

On verra sans doute des adjudants en retraite faire de la «dynamique de groupe».

Voilà une belle entreprise, symbole de la démocratisation libérale avancée de Giscard d'Estaing. Et l'article du «Monde de l'éducation» ne parle ni des salaires, ni des conditions de travail et ne verse même pas la plus petite larme sur les travailleurs licenciés.

Correspondant HR

la France des luttes

Tanneries du Puy (Haute-Loire)

PREMIERE VICTOIRE POUR LES TANNEURS

(Suite de la p.1)

Ils ont dégonflé les pneus des voitures de ces messieurs et fait retentir la sirène d'alerte de l'usine. Les flics sont envoyés . Ils n'osent entrer par la porte principale et cisaillent des grilles pour libérer le PDG et ses directeurs.

Le 27, lors de la «journée d'action» de la fonction publique, le défilé se transforme en une puissante manifestation (plus de 2000 personnes) de soutien aux tanneurs qui ont déjà recueilli plus de 6000 signatures contre les licenciements sur des registres mis à la disposition du public. Les manifestants se dirigent vers la Direction du Travail et de la main-d'œvre.

Les forces de police présentes laissent entrer une délégation syndicale qui annonce un quart d'heure après, de la fenêtre qu'une décision interviendra l'après-midi.

Voici la description des évènements qui vont suivre, dans la Tribune-Le Progrès de samedi dernier, description qui confirme pleinement ce que nous disions au début de cet article.

«Des protestations s'élèvent :

«On se moque de nous. Nous voulons une réponse tout de suite... qu'on nous la donne ou nous monterons la chercher». Les minutes passent . L'agitation grandit.

Des manifestants se pressent contre la porte de l'immeuble et la secouent violemment, malgré les appels à la modération des délégués syndicaux. L'apparition d'un peloton de gendarmes mobiles ne fait qu'aggraver la situation. Les tanneurs se retournent vers eux, s'opposent à leur progression et les bloquent dans le garage de la poste, cependant que la lourde porte de chêne de l'inspection du travail vole bientôt en éclat.

Il est midi. La tension est alors extrême quand apparaissent sur l'avenue venant de Baccarat, trois cars de police. Les gendarmes mobiles mettent pied à terre et barrent la chaussée de leurs boucliers.

Les cloches de l'église des Carmes sonnent longuement à la demande des tanneurs.

Ouvriers et forces de l'ordre restent ainsi face à face.

Il semble que l'on aille infailliblement vers un affrontement quand le commissaire principal Dalie somme par haut-parleur les manifestants d'évacuer immédiatement la chaussée.

Au lieu de se retirer les ouvriers tendent des barrières vauban en trav ers de l'avenue et paraissent bien décidés à s'opposer aux forces de l'ordre derrière ce fragile rempart.

Il faut toute la persuasion et tout le doigté des délégués pour rétablir le calme.»

C'est donc non sans mal que les délégués parviennent à faire évacuer les manifestants. Mais «les autorités» n'ont pu que constater la détermination des tanneurs. Aussi la décision est acquise et la Direction du Travail refuse l'autorisation de licenciement.

Bien sûr la bataille n'est pas finie et les tanneurs doivent s'attendre à d'autres coups. S'ils s'en tiennent à la fermeté, s'ils rejettent encore les points de vues attentistes et légalistes et s'ils maintiennent leur unité sur de solides bases de classe, ils sauront riposter victorieusement.

Herbignac

Ecoles désertées

Les parents d'élèves des écoles publiques des 7 communes du syndicat international d'Herbignac (Loire-Atlantique) n'enverront pas leurs enfants à l'école de toute la semaine pour protester contre l'absence de CES dans leur secteur.

Ce CES est promis depuis belle-lurette – et ces promesses fleurissent à nouveau régulièrement à chaque période électorale – mais aucun début de réalisation n'a encore été programmé. Par ailleurs l'unique CEG d'Herbignac se trouve dans une situation lamentable en matière de chauffage et de sanitaire.

Cette incurie souligne le désintérêt de l'État capitaliste pour l'équipement scolaire des régions rurales.

Mais les parents d'élèves d'Herbignac sont décidés à obtenir satisfaction : ils ont décidé que leur grève serait illimitée jusqu'à ce que satisfaction leur soit donnée.

Nanterre

Grève à la Maison protestante de l'Enfance

Les éducateurs de la MPE (Maison Protestante de l'Enfance), 7 rue de Zilina, à Nanterre (municipalité révisionniste) sont en grève illimitée, depuis le 20 janvier. La MPE est un établissement agréé par la DDASS *. Son conseil d'administration composé de représentants de la haute bourgeoisie protestante, en a confié la direction, depuis septembre 76, à un pasteur de retour du Togo.

Le détonateur de la grève, c'est le refus d'un avertissement en vue de licencier une éducatrice sous prétexte d'avoir mal lavé les enfants sachant qu'elle doit préparer chaque matin, en 1/2 heure, 10 enfants de 2 à 5 ans.

Les grévistes ont alors aussitôt précisé leur plateforme de lutte :

– 36h de contact avec les enfants , plus 4 h de réunion (synthèse ou préparation) contre les 50h en moyenne effectuées actuellement pour soit-disant répondre à un «style familial» qui pallierait ainsi le manque de personnel en exigeant une disponibilité permanente.

– en conséquence, déblocage immédiat d'un poste d'éducateur (plus un autre à courte échéance, de même qu'un demi-poste de lingerie, plus un poste de cuisinière).

– suppression de l'avertissement donné à une éducatrice

– paiement des jours de grève, des heures supplémentaires.

– information et contrôle collectif de l'action éducative (actuellement peu ou pas de synthèse, interdiction à l'équipe éducative de consulter les dossiers, décision prise par la direction de renvoyer un enfant sans informer ni les éducateurs ni la psychologue).

Après une semaine de grève, durant laquelle le directeur de cet établissemnt n'a pas daigné répondre.

- aux propositions d'un *service de sécurité* minimum faites par les travailleurs en grève.

- aux revendications des grévistes exposées au cours d'une entrevue. La situation reste inchangée.

L'entrevue entre la DDASS, la direction, la présidente du CA, et les travailleurs en grève avec la CFDT des Hts de Seine a montré le rôle habituel d'allié objectif des patrons de notre secteur, joué par la DDASS.

En effet, alors que la Convention (MPE-DDASS) stipule l'admission de 25 enfants maximum, et que aujourd'hui il y en a 32, la DDASS qui aurait la possibilité d'accepter le *déblocage immédiat* d'un poste d'éducateur préfère le «différer dans le courant» du trimestre ! disant que l'institution devrait faire la preuve de son bon fonctionnement.

Mais ce sont encore les travailleurs qui trinquent !

La DDASS préfère ignorer les horaires actuels des travailleurs, et se limite à faire remarquer à la direction qu'elle emploie *uniquement* des éducateurs en pré-formation ou non-formés. Ce qui permet de faire des économies !!!

Vendredi soir, les gréviste avaient une entrevue (imposée par eux) avec la direction qui a répondu NON à tout sur un ton de mépris digne des patrons de choc du CNPF.

L'assistante sociale attachée à l'Institution, présente a montré par le mépris et les propos injurieux, qu'elle a choisi son camp !

Devant ce refus, nous continuons !

Il faut briser l'isolement, populariser, expliquer ce conflit en dénonçant les conditions actuelles de travail. Il faut envoyer des motions et télégrammes à la direction de la MPE, 7 rue de Zilina-92- Nanterre, à la DDASS -rue Joliot-Curie avec *mention* : MPE pour le déblocage immédiat d'un poste d'éducateur !

40h par semaine, dont 36h de contact avec les enfants.

Il faut nous soutenir pour vivre et manger ! (Chéques libellés à Françoise Pinon, envoyés à ULCFDT, 7 rue des Anciennes Mairies 92, Nanterre).

La grève continue sous une forme active : présence dans l'établissemnt et sur le quartier.

Les éducateurs de la MPE
avec Correspondant HR

*DDASS : Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale.

«Maison pour tous St-Laurent» (Grenoble)

UN ELEMENT DE PLUS AU DOSSIER DU RACISME

La section syndicale CFDT du centre socio-culturel s'élève dans un tract contre la mesure arbitraire qui frappe notre camarade Ouvak Ahmed :

«Travaillant en France depuis 1972 à Paris, je n'ai pu obtenir mes papiers de séjour et de travail qu'à partir de mai 1974 après une longue grève de la faim (grève de la faim de la rue Dubourg à Paris).

Depuis j'ai travaillé légalement en France jusqu'au mois de juillet 76, date à laquelle j'ai changé de résidence.

Arrivé à Grenoble, je suis embauché par la maison pour tous de St Laurent comme animateur culturel du foyer magrhébin.

Le 5/7/76, sous le No 2611, je dépose un dossier de changement de résidence avec renouvellement de carte de séjour et de travail devant les autorités (Hôtel de Police, Service des Etrangers) qui me délivrent un récipissé de carte de travail et de séjour pour 3 mois (jusqu'au 3/1/77) sous prétexte que mon dossier était en étude à Paris au Minnistère de l'Intérieur.

Je me suis présenté le 10/1/77 à l'Hôtel de Police pour retirer mes papiers, les autorités m'ont alors refusé de me délivrer mes papiers et m'ont affirmé que j'étais sous l'effet d'une expulsion du territoire français vers la Tunisie.»

Depuis, face à une délégation du Comité de Soutien les services de la Préfecture ont fait savoir qu'il n'y avait pas de mesure d'expulsion officielle.

Cependant notre camarade n'a pu obtenir que la prolongation de son récipissé jusqu'au 28 février avec simple promesse verbale de reconvocation à la Préfecture.

Dans les faits, il réunit toutes les conditions pour avoir carte de séjour et carte de travail, mais la Préfecture le tient dans une situation administrative illégale, donc il est menacé d'expulsion à tout moment.

Après renseignements pris le 29 janvier, le camarade Ahmed Ouvak est toujours dans la même situation face à l'administration.

A l'Hôtel de Police on lui a demandé de payer une amende de 650 F (dont il ne connait pas la raison) pour «régulariser la situation»; mais il n'a pas pour autant obtenu sa carte de séjour et de travail.

Correspondant HR

FOUGERES

La journée «Porte-ouverte» de Réhault, prévue pour les 12-13 février, est repoussée à une date ultérieure.

Par contre le gala de soutien est maintenu pour le samedi 12 février à 20 h 30, salle polyvalente de Réhault.

AIX-EN-PROVENCE : REUNION-DEBAT
Ni plan Barre, ni Programme commun
Centre social de Beisson (Aix-en-Provence)
Vendredi 4 février – 20 h 30

Corbeil (Essonne)

La réunion-débat «Ni plan Barre, ni programme commun»

Un succès encourageant

Bien que cette réunion-débat remonte maintenant à plus d'une semaine nous publions le compte-rendu, que nous venons de recevoir, car elle constitue un encouragement certain pour tous les travailleurs décidés à mener la lutte contre le plan Barre comme contre le Programme commun. L'organisation des communistes marxistes-léninistes de France n'est présente dans la région de Corbeil et plusieurs de ses entreprises que depuis peu de temps. Et pourtant cette réunion, la première tenue dans le «fief du PCF» a rassemblée une soixantaine de travailleurs dont plus de la moitié étaient ouvriers.

Tous ces travailleurs se sont entassés dans le petit local situé dans le quartier populaire de Tarterets, cédé par la municipalité révisionniste, et qui avait été décoré pour l'occasion de drapeaux chinois, albanais, vietnamien, cambodgien et palestinien. Il y avait là, outre des travailleurs français parmi lesquels de nombreux jeunes, des ouvriers immigrés de plusieurs nationalités, algériens, marocains, portugais, espagnols. Cette réunion était donc placée sous le sceau de l'unité de combat de la classe ouvrière et de l'internationalisme prolétarien.

La 1e intervention était d'ailleurs celle de résidents du foyer Sonacotra de Ste-Geneviève-des-bois qui, après avoir expliqué leur lutte, ont appelé au soutien, notamment à l'occasion des procès intentés aux résidents.

Il a été question bien sûr des luttes à mener dans les entreprises contre le patronat mais aussi contre le révisionnisme.

A l'AOIP, ancienne et important coopérative ouvrière, les responsables révisionnistes (PCF ou CGT) devenus cadres, se préparent en bons bourgeois, à assurer complètement la gestion dans la perspective où un gouvernement de «gauche» viendrait au pouvoir. Un message de travailleurs de la SNECMA a appelé à la lutte contre les très nombreux licenciements prévus par la direction. D'autres interventions ont parlé notamment du problème des jeunes parqués dans les SES jusqu'au... chômage, des luttes des locataires contre les saisies, expulsions, etc.

Les cellules José H. Baena et Suzanne Masson ainsi que le Comité de Parti du Parti communiste marxiste-léniniste de France avaient envoyé des messages. Le camarade Claude Lebrun est ensuite intervenu au nom de «L'Humanité rouge» pour dénoncer de façon polémique et incisive la bourgeoisie de droite comme celle de «gauche». Il a appelé à rejeter toute illusion, à progresser dans la lutte classe contre classe et à préparer la révolution prolétarienne.

Un débat riche d'enseignements

Dans la discussion très large qui a suivi de nombreux travailleurs se sont exprimés, ont posé des questions sur les problèmes de la lutte de classe et sur les propositions des marxistes-léninistes. Certes, ce débat n'a pas toujours été aussi clair et facile que les spectacles «bien montés» des partis bourgeois. Mais qu'est-il préférable ? Parler comme un livre pour éluder les problèmes ou s'attacher à les résoudre avec franchise et esprit de sérieux... même si «ça ne va pas toujours comme sur des roulettes».

Ce débat s'est donc révélé très fructueux pour tous y compris les marxistes-léninistes. Ainsi, il a montré qu'un certain nombre de travailleurs, tout en refusant de s'en remettre aux partis bourgeois, peuvent conserver certaines illusions notamment sur le PCF et même se sentir visés lorsqu'on dénonce «les révisionnistes». Il faut leur montrer bien clairement que nous condamnons sans appel la bourgeoisie au pouvoir. Par ailleurs, lorsque nous dénonçons la ligne révisionniste, nous devons nous attacher à montrer la distinction de classe que nous faisons entre la masse des travailleurs plus ou moins influencés et la poignée de dirigeants bourgeois qui impulsent cette ligne et sont passés de façon irréductible dans le camp ennemi.

Enfin des travailleurs qui sont des partisans sincères de la lutte de classe peuvent être malgré tout impressionnés par les propositions «concrètes» et «immédiates» du Programme commun et demandent «Qu'est-ce que vous faites, vous, comme propositions concrètes ?». Il faut donc nous attacher à dénoncer la démagogie des marchands de promesse et de recettes miracles du type «Votez pour vivre mieux». Nous devons expliquer que l'exploitation contre laquelle nous luttons, durera aussi longtemps que le capitalisme, que la voie que nous proposons n'est certes pas «facile», ni toute tracée d'avance. Mais cette voie ardue de la lutte classe contre classe est la seule qui tiendra ses promesses en permettant aux travailleurs de vaincre l'oppression capitaliste qui leur cause tant de maux.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom . . . . . Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Signature . . . . . .

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

PEKIN INFORMATION
1 an-52 Nos-21 F

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

LETTRE D'UN LECTEUR

Chers camarades, nous vous faisons parvenir par mandat carte la somme de 850 F récoltée parmi nous pour le journal. Il ne s'agit pas encore d'une souscription de masse, car nos forces sur le secteur sont encore jeunes et faibles. Mais nous allons entreprendre celle-ci par la vente des calendriers qui malheureusement arrivent un peu tard.

Bon courage pour 77 et pour que notre journal serve de mieux en mieux les luttes de la classe ouvriére et le développement du Marxisme-léninisme dans notre pays. Salutation .

Des camarades de la santé.

Un document historique
Jacques Jurquet
Le printemps révolutionnaire de 1968

Essai d'analyse dédié en hommage au militant marxiste-léniniste Gilles Tautin, rédigé pendant l'été 1968 par celui qui avait été élu secrétaire politique du PCMLF à son premier Congrès, le 31 décembre 1968.

En annexe : documents publiés par le Parti communiste marxiste-léniniste de France du 5 au 30 mai 1968.

réédité par les Éditions du Centenaire dans :
Jacques Jurquet
ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU RÉVISIONNISME

30 F l'exemplaire.

En vente à :

E-100, 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris (par correspondance).

Les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville 75020 Paris

La Force du Livre, 33 rue René Leynaud 69001 Lyon.

La Chapelle-sur-Erdre (Loire-Atlantique)

Autour d'un portrait du président Mao

De nombreux portraits, tels celui sur la photo ci-contre, sont apparus sur les murs de Nantes et de ses environs, après le décès du président Mao. Beaucoup ont été effacés ou recouverts depuis par les soins des «autorités locales» et des révisionnistes.

En effet, quoiqu'ils aient tenté de faire croire le contraire, en particulier les révisionnistes, (on se souvient de la minute de silence à la fête de l'Huma-blanche !), ils ne portent guère le président Mao dans leur cœur,... ni le PCMLF !

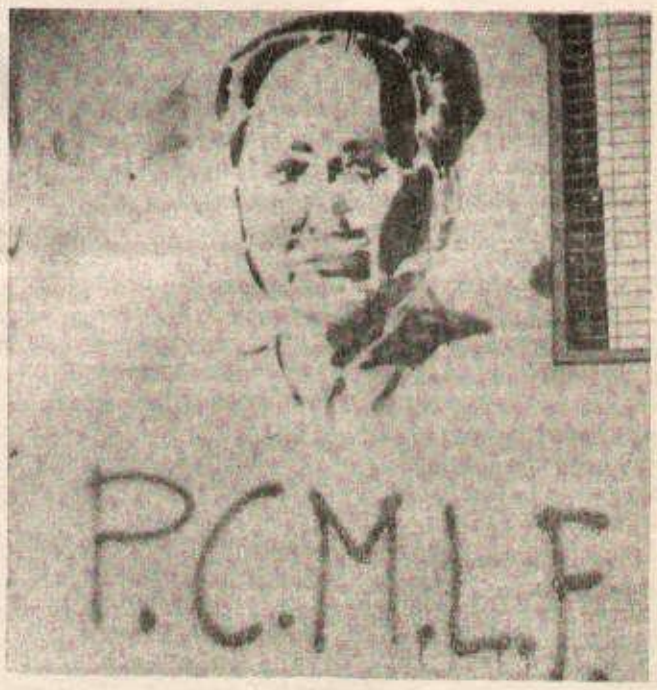
Ce portrait, dans l'aubette de l'arrêt des cars à la Chapelle-sur-Erdre (village proche de Nantes) a suscité divers commentaires dont la presse locale («Presse océan») s'est faite à plusieurs reprises l'écho. En voici quelques extraits :

«Mon petit plaisir, lorsque je fais mes courses dans le bourg, c'est de saluer Mao (... son effigie peinte dans l'arrêt des cars...). La peinture est excellente : c'est tout à fait lui et chaque fois, je lui dis un petit bonjour. Je trouve que l'on a de la chance : imaginez qu'à la place de Mao, les maoïstes du Pecemelefe aient peint le portrait de Mme Mao...»

Quelques jours plus tard on pouvait lire :

le portrait du président Mao... est artistiquement remarquable. Et ceci même si l'on a quelques réserves contre le régime chinois... Ce n'est pas être antichinois que de constater que là-bas aussi, il y a des déviationnistes et qu'on ne leur fait pas de cadeaux, fussent-ils l'épouse du regretté Grand timonier !»

Plus tard encore, le père Boisriveau (pseudonyme du premier commentateur) se défend d'avoir voulu «dire du mal de Mao», critique qu'avait dû lui valoir l'ironie venimeuse de son article.



Une réponse envoyée à la presse par «un gars du PCMLF» note que tout cela témoigne de l'estime des gens du peuple pour le président Mao et aussi pour la Chine socialiste. Le fait que des lettres aient paru successivement dans la presse locale est la preuve d'un abondant courrier de protestation contre ce premier article malveillant.

culturel

La littérature prolétarienne en URSS dans les années 30 (2)

Comme nous l'avons vu hier, tous les écrivains russes ont été mobilisés par le Parti bolchévik au service de la construction du socialisme, au service de la classe ouvrière et de la paysannerie. Cette mobilisation a pris des formes multiples.

Les œuvres collectives

C'est Gorki qui est à l'initiative des œuvres collectives, c'était un moyen de stimuler les écrivains et de renforcer leur orientation prolétarienne.

Ces œuvres collectives sont nombreuses. il faut retenir *«L'histoire de la Guerre Civile»* écrite en 1931. Cet ouvrage fait 15 volumes. Ont participé à sa rédaction Gorki, D.Biedny, A. Fadeiev, V. Ivanov, Léonov, Kirchon, C. Fédine, F. Panférov. Il y a un autre ouvrage qui est important : *«L'histoire des usines et des travaux»*. Cette œuvre a été écrite à partir de faits recueillis par plusieurs milliers de«rabcors»(correspondants ouvriers-écrivains). Le troisième volume paru s'intitule *«Histoire de la construction du canal Mer Blanche-Baltique»*. Le percement du canal était en partie assuré par des condamnés politiques et de droit communs. Ce livre met l'accent sur la possibilité de rééduquer par le travail ceux qui se sont opposés ou ont entravé l'édification du socialisme.

Les œuvres directement créées par les ouvriers, les paysans et les soldats

Dès 1924, le Parti bolchevik avait souligné la place déterminante que devait prendre la classe ouvrière dans la création littéraire : «Le travail de base du Parti sur le plan littéraire doit être concentré sur le travail de création des ouvriers et des paysans qui deviennent des écrivains-ouvriers et paysans à l'occasion du développement culturel dont bénéficient les couches les plus larges en URSS.

»Les correspondants-ouvriers et paysans constituent une nouvelle force sociale qui s'intègre activement aux structures économiques et politiques de l'État soviétique et qui est organiquement liée avec les masses ouvrières et paysannes.

»Les correspondants-ouvriers et paysans doivent être considérés comme de futurs journalistes et comme une réserve d'où pourraient sortir de nouveaux écrivains ouvriers et paysans.» Déclaration de la Conférence réunie par le Département de presse du Comité central du PCB (US).

C'est surtout au moment du plan quinquennal que seront systématiquement développées des initiatives dans cette direction. Les travailleurs participent activement aux journaux d'entreprise. Ces journalistes ouvriers-écrivains, vous devez tous transmettre l'expérience de votre entreprise à celles qui sont encore en retard. Racontez comment votre usine, votre mine, votre dépôt, votre sovkhoze exécute et dépasse les plans de production. Montrez les héros et l'enthousiasme de votre entreprise. Mettez-vous au travail immédiatement, rassemblez immédiatement des matériaux, étudiez collectivement les sujets. Les ouvriers des usines Kalinine, dans leur réunion le 30 septembre 1931 sous la direction de Staline, jeta les bases de l'Union des écrivains soviétiques. C'est Gorki qui sera placé à la tête de l'Union des écrivains soviétiques. Au congrès de Karkhov de l'Union internationale des écrivains révolutionnaires, l'Internationale communiste impulsera l'expérience des correspondants ouvriers dans les partis communistes du monde entier.

Nous aborderons ses répercussions en France avec les *«concours de littérature ouvrière»*.

Le grand écrivain communiste Maxime Gorki.

Les travailleurs de choc de la plume

C'est ainsi qu'on désignait les membres des rabcors pour devenir des écrivains professionnels regroupés dans des brigades de choc. On en comptait 12 000. Le conseil des syndicats définit ainsi la mission de ces écrivains ouvriers :

«Appel du bureau d'éditions du Conseil des syndicats à tous les ouvriers. Correspondants, ouvriers, correspondants ruraux et non-professionnels comprennent : les rabcors (correspondants ouvriers) les Selcors (correspondants paysans) et les Yuncors (correspondants des organisations de jeunesse). Ces correspondants étaient choisis par leurs camarades sur leurs lieux de travail.

Toutes ces œuvres exaltent l'enthousiasme des travailleurs soviétiques pour la construction du socialisme. Grâce aux mouvements Rabcor et Udarnik, des millions de travailleurs s'étaient emparés de la littérature.

– Dès lors en 1932, le bilan de l'Association des écrivains prolétariens était positif. Désormais, la littérature était solidement ancrée dans la classe ouvrière sous son contrôle. D'autre part, les principes qui avaient guidé l'association des écrivains prolétariens étaient la notion de *«commande sociale»*. Il fallait aussi créer le *«Magnitogorsk de la littérature»*. La tâche de l'heure, c'était de systématiser cette expérience et améliorer la qualité des œuvres littéraires. Pour cela le Parti bolchevik ont décidé de patroner l'Association des écrivains prolétariens de Russie !»

Voici un poème d'une jeune lectrice qui se présente ainsi :

«J'ai 14 ans, je suis fille d'un chauffeur qui depuis toute sa vie se crève pour gagner un salaire de misère».

Ouvrier, l'heure est venue !

Ouvrier, regarde
Ce qu'ils ont fait de toi
Ils te tuent au travail
Ils te trompent
Ils te volent
Ils s'enrichissent
Sur ta pauvreté.

Ouvrier, regarde
Ouvre les yeux
C'est un esclave
Qu'ils ont fait de toi
N'attends pas que
Les autres agissent
Pour toi.

Ouvrier, seul
Tu n'y pourras rien
Mais uni
Avec tous les tiens
Tu vaincras l'esclavage
Tu deviendras un
Homme libre
Ouvrier vainqueur.

La Chine à la Maison de la culture de Grenoble

Expositions, films, débats sur la Chine ont connu et connaissent une affluence record à la Maison de la culture de Grenoble. On voit là que le courant d'intérêt est énorme pour la Chine socialiste, même dans un public peu prolétarien.

Hélène Marchisio, parlant de la vie quotidienne en Chine, a passionné l'auditoire. Elle a raconté comment, en 1959, elle était partie en Chine, et comment elle avait vécu, très proche de la vie du peuple chinois. Dans la discussion, Hélène a brassé un tableau saisissant de ces soi-disant «héros de la Révolution culturelle , Lin Piao et les Quatre. Ceux-ci ont suscité la division parmi les masses, les luttes, parfois meutrières, des fractions ; ils ont encouragé la lutte contre tous les cadres et désorganisé la production.

Elle a montré que la juste ligne du PCC avait limité les aspects négatifs de la Révolution culturelle et réussi à unir les masses quand elles étaient divisées par les déclarations «incendiaires» de Lin Piao et des Quatre (du genre : «Attaquez avec des mots, défendez-vous par les armes»).

Les cadres et les masses ont été trempés dans la Révolution culturelle qui a été un grand stimulant pour la production.

L'exposition est très appréciée du public. D'excellentes visites de ces images du peuple chinois sont organisées par des amis des Amitiés franco-chinoises). En Chine, c'est l'art du peuple, par et pour le peuple. Quelle différence avec l'intellectualisme prétentieux et méprisant de beaucoup de productions de ces Maisons de la culture de prestige !

PROGRAMME

- Exposition «Images du peuple chinois» jusqu'au 28 février.
  Visites commentées par les Amitiés franco-chinoises mardi 15-16 heures ; vendredi 14-16 heures ; samedi 15-17 heures.
- Films «Comment Yukong déplaça les montagnes».
  (Venir en avance, pas assez de place).
  Dimanche 6/2 14 h 30-17 heures : la Pharmacie, Les artisans, Une caserne.
  (Gestion collective de la pharmacie par les masses, comment peut fonctionner une armée démocratique).
  Jeudi 17/2 : L'usine de générateurs, Le professeur Tsien (Comment la classe ouvrière est maitresse du pays à travers une usine).
  Jeudi 24/2 : Le droit et la justice en Chine. Conférence par 2 avocats de Lyon qui se sont rendus en Chine. A 18 heures, partie «technique», à 20 h 45, débat public.
- Festival du film d'Asie du Sud-Est avec des films de Chine (Rupture, Jours ensoleillés, probablement), de Corée, du Laos, du Vietnam, du Cambodge les 18, 19 et 20/2/77.

l'Humanité Rouge

LA CRISE VITICOLE EN LANGUEDOC - ROUSSILLON ET LE COMBAT DES TRAVAILLEURS DE LA VIGNE

LES PETITS VITICULTEURS (3)

Dans la région Languedoc-Roussillon, une bonne majorité de petits viticulteurs sont propriétaires de leurs parcelles. Quelques uns sont fermiers, mais cela est assez rare. Ces viticulteurs sont également propriétaires de leurs modestes moyens de production, machines, outils, etc.

Leur travail à la vigne est uniquement familial , excepté pour des travaux comme les vendanges qui demandent beaucoup de travail en peu de temps et où la mécanisation n'est pas possible pour des raisons financières, et liée à la petitesse des surfaces.

Parmi les petits viticulteurs, il y a ceux qui arrivent à faire vivre de justesse leur famille, du moins quand les conditions de la récolte et de la vente de celle-ci sont bonnes ; il y a ceux qui vivent dans la misère et qui, souvent à cause de leur âge avancé, ne peuvent trouver un autre travail pour compenser la faiblesse de leur revenu.

Pour l'ensemble de ces petits viticulteurs, c'est la lutte pour la survie, lutte d'autant plus forte qu'avec la crise du capitalisme et le chômage ouvrier, peu aurait la possibilité de trouver un emploi dans l'industrie ou d'autres secteurs en abandonnant le travail à la terre.

La stagnation du prix du vin à la production et l'augmentation des prix des biens industriels nécessaires à la viticulture acculent les petits viticulteurs à d'extrêmes difficultés. Pour donner une idée, il faut savoir que pour acheter un tracteur en 1977 il fallait vendre 17 % de plus de vin de même qualité qu'en 1973, et en 1975, 39 % de plus qu'en 1973.

La bourgeoisie monopoliste, par l'intermédiaire du contrôle du secteur du négoce (expéditeurs et destinataires), du commerce et du crédit, soumet la petite viticulture à un véritable pillage des fruits de son travail.

Qui plus est, les conditions de production étant bien différentes entre les grosses exploitations et les petites, et le prix de vente à la production étant le même pour tous, ces conditions du marché capitaliste, permettent d'enrichir toujours plus les gros et appauvrissent les petits. La différence entre les petits et les gros ne provient donc pas seulement de la taille de leurs exploitations.

Sur les grands domaines capitalistes viticoles, la productivité du travail est élevée et les coûts de production, pour chaque hectolitre de vin, s'en trouve réduit d'autant. L'enrichissement résultant de cette différence permet aux capitalistes viticoles d'accroitre sans cesse leur main-mise sur la terre et les moyens de production. Dans l'Hérault, 13 % des propriétaires s'accaparent 46 % de la surface, et parmi eux, les 3 % de capitalistes s'accaparent 24 % de la terre plantée en vigne.

Quand on sait ce que sont les difficultés habituelles du petit viticulteur pour vivre, avec sa famille, de son travail, on comprend aisément sa colère et sa détermination dans la lutte lorsque les capitalistes négociants fraudent et transgressent même la loi bourgeoise qui est déjà faite pour eux, trafiquent les vins, et spéculent par le jeu des stocks, le tout pour créer un état de soi-disant «suproduction» et faire baisser au maximum les prix à la production en organisant la mévente.

Le crise viticole – dont on parlera en détail plus loin – a accru en profondeur la misère paysanne. Comme nous le faisaient remarquer récemment des petits viticulteurs, maintenant ce n'est plus seulement l'exode des enfants, l'exode touche des petits viticulteurs en pleine force de l'âge.

La hausse des prix des produits industriels touche non seulement les moyens de production de consommation courante, comme le fuel, les engrais, le soufre (etc.), mais il touche aux outils. D'où d'énormes difficultés lorsqu'il faut renouveler l'achat d'un tracteur usé, ou d'un autre outil indispensable, car les réserves financières sont quasiment nulles.

L'aide de l'État monopoliste, le petit viticulteur ne peut pas compter dessus. L'État sait *«reconnaitre les siens»*, et aide par toute sorte de mécanismes les viticulteurs jugés rentables, c'est-à-dire les viticulteurs capitalistes et les moyens riches.

La solution, mais elle est à court terme, pour le petit viticulteur, est de contracter un emprunt à la caisse du Crédit Agricole ou à d'autres sources. Mais, lendettement appelle des emprunts pour ces petits producteurs qui ne parviennent pas à accumuler un peu d'économies. Cela peut aboutir à l'appel aux prêteurs plus ou moins usuriers, aux hypothèques sur la propriété.

Quelques chiffres illustrent assez bien cette situation. Pour l'ensemble des secteurs agricoles de la région Languedoc-Roussillon on comptait en 1963, 3257 tracteurs achetés neufs et 2266 d'occasion. Dix ans plus tard, en 1973, c'est l'inverse : 2845 tracteurs achetés neufs et 3556 achetés d'occasion.

En ce qui concerne l'endettement, aucun chiffre n'est disponible en ce qui concerne la petite viticulture. Mais on peut noter que toutes classes comprises celui-ci est passé de 1968 à 1973, de 3177 à 5714 millions de francs actuels soit une augmentation de 80 % en 5 ans.

Que des petits viticulteurs disent :« C'est le Crédit Agricole qui est propriétaire de mes terres» n'a donc rien d'étonnant .

D'après une étude régionale officielle sur la «concentration» dans la viticulture du Languedoc-Roussillon, il ressort que pour les exploitations comprises entre 5 et 10 ha de taille (taille qui correspond à peu près à la surface de bon nombre de petits viticulteurs) :

- 17,5 % seulement s'agrandissent
- 35 % disparaissent (prolétarisation)
- 17,5 % régressent (semi-prolétarisation ou retraite)
- 35 % sont plus ou moins stables

Parmi ces petits viticulteurs, il y a ceux , les plus nombreux , qui vivent tout juste de leur travail. Leur superficie de 7 à 15 ha pour une superficie moyenne de 9 ha. Dans l'Hérault, on compte 10 000

de ces petits viticulteurs sur environ 105 000 ha.

Si l'on prend à titre de référence une exploitation de 9 ha de vignes, avec un rendement de 60 hl /ha (rendement moyen régional), la récolte est de 540 hl à 10°, vendu 10F le degré/hecto, soit : 54 000 F. Des études ont établi les coûts de production à 5000 F/ha, ce qui donne 45 000 F. La différence donne le revenu annuel de la famille : 9 000F, soit 750F/mois.

Les autres petits viticulteurs sont ceux qui bien que plus petits encore (souvent moins de 5 ha), n'ont pu par leur âge ou d'autres raisons, avoir une activité extérieure salariée. La quasi totalité d'entre eux, sont réduits à l'autoconsommation, vivent dans la pauvreté, et les conditions du capitalisme ne leur permet aucun espoir de mieux vivre sous ce régime économique. Certains d'entre eux (33 %) bénéficient d'une retraite, mais pour les autres ce sont bien souvent les enfants qui travaillent à la ville qui permettent de rester à la terre. On compte dans l'Hérault environ 6 000 petits viticulteurs pauvres.

TABLEAUX DE LA REPARTITION DES EXPLOITATIONS ET DES TERRES EN LANGUEDOC-ROUSSILLON.

Répartition du nombre des exploitations selon la surface tous les secteurs agricoles compris.

	– de 1 ha	1 à 2 ha	2 à 5 ha	5 à 10	10 à 20	20 à 50	50 à 100	100	TOTAL
	Nombre								
	%								
AUDE	5 610	2 923	3 405	3 086	3 026	2 268	918	300	21 536
	26 %	13,6 %	15,8	14,3 %	14 %	10,5 %	4,4 %	1,4 %	
GARD	4 243	1 926	2 435	2 970	3 337	2 105	378	199	17 593
	24,1 %	10,9 %	13,8 %	16,9 %	19 %	12 %	2,1 %	1,2 %	
HERAULT	7 924	5 300	5 300	4 653	3 943	1 954	309	204	29 587
	26,8 %	17,9 %	17,9 %	15,7 %	13,3 %	6,6 %	1,1 %	0,7 %	
LOZERE	170	141	371	611	942	2 269	1 098	561	6 163
	2,8 %	2,3 %	6 %	9,9 %	15,3 %	36,8 %	17,8 %	9,1 %	
PYR.OR.	4 048	3 243	3 537	2 786	1 503	721	138	93	16 069
	25,2 %	20,2 %	22 %	17,4 %	9,3 %	4,5 %	0,9 %	0,5 %	
TOTAL	21 995	13 533	15 048	14 106	12 571	9 317	2 841	1 357	90 948
	24,2 %	14,9 %	16,5 %	15,5 %	14 %	10,2 %	3,1 %	1,6 %	
REGION	64 682		71,1 %		22 068	24 %	4 198	4,6 %	

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 1er trimestre 1977